

Embargo 16.7.2009, 20.00 heures

La Suisse est-elle menacée de destruction?

Discours public du 16 juillet 2009

de Christoph Blocher, Herrliberg

**Union démocratique du centre
du canton de Zurich**

Jeudi, 16 juillet 2009
à l'Hôtel Marriott, Zurich

La version écrite et la version orale font foi.
L'orateur se réserve le droit de s'écarter fortement de son manuscrit.

Téléchargeable sur www.blocher.ch.

Table des matières

I.	Que se passe-t-il en Suisse?	3
II.	Dysfonctionnements politiques partout	5
1)	Un gouvernement qui ne s'engage plus pour la Suisse	5
2)	Veut-on appauvrir les gens?	7
	a) Razzia sur les citoyens	7
	b) Prendre des milliards à l'AVS?	7
	c) Augmenter les impôts en période de récession?	8
	d) Débâcle des caisses-maladie	8
3)	On ne nous prend pas seulement notre argent, mais aussi nos enfants	9
	a) Ordonnance sur la garde des enfants	9
	b) Les parents qui assument leurs responsabilités éducatives sont pénalisés	9
	c) Les errements de l'école	10
4)	Affaiblissement de la place économique suisse	10
	a) Abandon du secret protégeant les clients des banques	10
	b) Pays sans énergie	12
	c) Politique des transports sur la voie de garage	12
III.	Confiance – malgré tout	12

Mesdames et Messieurs,

Cela fait de nombreuses années que j'exerce des activités publiques. Mais les réactions inquiètes, tristes, voire furieuses que je reçois depuis quelques mois de la part de citoyennes et de citoyens de ce pays dépassent tout ce que j'ai vu jusqu'ici. Parfois on ressent également une certaine résignation face à notre situation politique.

Les critiques avancées contre les dirigeants politiques suisses atteignent un degré de dureté qui ne manque pas de m'inquiéter.

I. Que se passe-t-il en Suisse?

- Une **femme de Suisse romande** écrit qu'elle a été fière toute sa vie d'être Suisse. Aujourd'hui, elle a honte devant ses connaissances étrangères – et même devant elle-même – à cause de la servilité des plus hauts dirigeants politiques de son pays.
- Un **ancien fonctionnaire du canton d'Argovie** se dit effrayé du fait que les pouvoirs de l'Etat – le Conseil fédéral, le Parlement et les tribunaux – ne semblent plus connaître les limites de leurs compétences, du fait que des agents de police donne l'assaut aux bureaux d'autres agents de police, copient des dossiers et les dissimulent, mettent en péril les intérêts supérieurs de la sécurité de l'Etat et la fiabilité internationale de la Suisse.
- Une **architecte qui connaît un grand succès dans sa profession** est persuadée que notre pays n'existera plus dans quelques années si ses politiciens poursuivent sur la même voie. Elle suspecte la Berne fédérale d'abandonner intentionnellement les intérêts de la Suisse pour pousser finalement notre pays dans l'UE. Voilà ce qu'elle écrit textuellement: "La Suisse se dissoudra comme un comprimé effervescent dans un verre d'eau. Les bulles que cette réaction dégage me rappellent les politiques: elles font beaucoup de bruit, elles se pressent toutes vers le haut, mais elles ne contiennent rien sauf de l'air."
- Un **paysan de Suisse orientale** relève avec résignation que la Suisse a toujours été un pays pauvre durant ses sept siècles d'existence – sauf pendant les décennies qui ont suivi la Deuxième Guerre mondiale. Aujourd'hui elle risque fort de retomber dans son ancienne pauvreté.
- J'entends de nombreux appels au secours de **jeunes familles avec enfants** en âge de scolarité qui craignent pour la formation de leurs enfants et leurs perspectives professionnelles. Non pas qu'il n'y ait plus d'école en Suisse, mais de nombreuses écoles font fausse route. Notamment dans les cantons urbains dominés par des majorités politiques de gauche.

- Des **personnes âgées ou des personnes vivant seules** constatent que malgré tous leurs efforts et bien qu'elles aient toujours subvenu elles-mêmes à leurs besoins et épargné en vue de leur vieillesse, il ne leur reste plus assez pour vivre après paiement des impôts, taxes, redevances, primes, impôt sur la valeur locative, etc.
- Une **concitoyenne âgée** a habité toute sa vie dans sa ville de naissance, mais elle ne s'y sent plus chez elle à cause de l'immigration massive d'étrangers.
- Une **jeune femme** m'écrit qu'elle et ses amies n'osent plus aller en ville le soir à cause des attaques verbales et même physiques massives dont elles font l'objet.
- Un **agent de la police municipale** de Zurich raconte qu'il a été incapable de prononcer un seul des noms des personnes suspectes qui lui avaient été attribuées pour faire des investigations.
- Des **parents, mais aussi des enseignants** se disent effrayés de l'état de nos écoles ainsi que de la violence brutale à l'intérieur et l'extérieur des salles de classe.
- Un **employé de banque** craint que la place financière suisse ne soit au bord de l'abîme parce que les politiciens font tout pour la détruire, certains d'entre eux semblant même agir ouvertement dans l'intention d'envoyer nos banques à l'étranger.
- Un **installateur sanitaire** du canton de Berne a l'impression que notre gouvernement s'occupe avant tout de politique des étrangers et agit en premier lieu dans l'intérêt des immigrants et en deuxième lieu seulement dans l'intérêt de la Suisse et de ses citoyens.
- Un **étudiant** me demande si le Conseil fédéral et le Parlement détruisent la Suisse intentionnellement ou par incompétence.
- Un **avocat américain fort réputé**, qui représente le Etats-Unis depuis de nombreuses années dans des négociations internationales, pose la question suivante: que se passe-t-il chez les Suisses? Autrefois ils étaient des interlocuteurs coriaces et inconfortables dans les négociations. Leur entêtement nous faisait sauter au plafond, nous autres avocats américains. Aujourd'hui, conclut ce connaisseur de la situation, la Suisse cède avant qu'on l'ait confrontée à des revendications.
- Un **homme d'affaires expérimenté** qui a vécu de nombreuses années aux Etats-Unis met en garde: ne cédez pas lâchement aux pressions américaines. Insistez sur les principes de l'Etat de droit. Faute de quoi vous serez toujours les perdants.

En résumé, toutes ces réactions expriment le souci de la population devant la perte des vertus et des forces du petit Etat de droit suisse, devant la perte de qualités qui ont fait de notre pays une nation performante et prospère. Par lâcheté? Par décadence? Par incompetence? Par méchanceté? Par égoïsme?

Ce souci est largement répandu dans la population. Un Etat autrefois modeste et économe s'est gonflé pour devenir **une chose énorme que les citoyens ne comprennent plus**.

Le citoyen qui assumait autrefois ses responsabilités est de plus en plus placé sous la tutelle de l'Etat.

Il suffit de suivre attentivement la politique dans les médias pour s'en rendre compte: **au lieu de veiller fièrement à leur indépendance et leur liberté, les représentants de la Suisse à l'étranger se laissent ridiculiser et humilier**. Notre gouvernement manifeste une grande dévotion devant tout ce qui vient de l'étranger. Rappelez-vous les photos de têtes voilées ou montrant l'attitude humble de nos ministres en compagnie d'hommes d'Etat étrangers.

La **neutralité** défendue et pratiquée durant des siècles a cédé la place à une diplomatie moralisante qui se mêle des affaires d'autres pays et qui nous vaut forcément des inimitiés et indispose nos partenaires commerciaux.

Notre **armée**, qui tirait jusqu'ici sa justification de la seule défense du pays, veut aller à la chasse aux pirates dans des mers lointaines pour faire plaisir à la communauté internationale des Etats.

En lieu et place d'un système social économique, efficace et sûr, **nous finançons de plus en plus les abus de fainéants, de profiteurs et de simulateurs**.

Au lieu d'enseigner à nos enfants des connaissances de base en lecture, calcul et écriture, l'école ne cesse de se réinventer et de se réformer sur la base de principes idéologiques loin de toute réalité.

Bref, les nombreuses citoyennes et les nombreux citoyens qui s'approchent de moi se posent tous la même question: **mais que se passe-t-il donc dans l'Etat suisse?**

Tentons donc d'aller au fond des choses et de passer en revue les différents points évoqués.

II. Dysfonctionnements politiques partout

1) Un gouvernement qui ne s'engage plus pour la Suisse

Mesdames et Messieurs, il faut regarder la réalité en face et constater sans ménagement: le Conseil fédéral n'a actuellement ni la volonté, ni la compétence de défendre le bien de la Suisse. Le même constat vaut pour la majorité du Parlement et l'administration. **L'indépendance et la souveraineté de l'Etat, les**

deux biens suprêmes de notre pays, sont abandonnées parce qu'il est devenu trop pénible de les défendre. L'alignement au lieu de la résistance, voilà la devise des faibles.

C'est bien pour cette raison que ces milieux ont hâte de rejoindre l'UE et d'autres organisations internationales. On les comprend: on vit fort bien à l'abri de tout contrôle démocratique. La Suisse et le bien-être des Suissesses et des Suisses, qui paient tous ces fonctionnaires, leur importent peu. On sait que nos conseillers fédéraux adorent voyager. Partout où ils arrivent ils se font photographier, se donnent des airs importants devant des politiques étrangers, distribuent de l'argent et mènent grande vie dans des onéreux congrès internationaux. Le gentil regard de cocker que le président de la Confédération adresse au ministre allemand des finances en dit plus que mille mots. Le président de la Confédération a trouvé un "ami" en Monsieur Steinbrück auquel il cède sur tous les fronts. Une personne qui trouve "un ami" lors d'une première rencontre aussi brève et dans un tel cadre ne doit pas avoir beaucoup d'amis! Lors de chaque conflit international le Département fédéral des affaires étrangères croit devoir prendre parti en violant consciemment les maximes de la neutralité. Et cela bien que le peuple tienne par sagesse politique à la neutralité de son pays. Le peuple suisse sait pourquoi: la neutralité est en effet un excellent moyen de forcer les gouvernants à la discrétion et à les empêcher d'avoir des idées de grande puissance.

Réforme électorale en vue des élections au Conseil fédéral

Il y a peu d'occasions où le Parlement et surtout les partis du centre-gauche révèlent aussi clairement leurs vraies convictions que lors des élections au Conseil fédéral. Leurs déclarations hypocrites concernant la concordance, la solidarité, le politiquement correct et le style ne servent qu'à cacher leurs intrigues et leurs motivations égoïstes. Les élections au Conseil fédéral sont tombées au niveau d'un jeu du genre "pousse toi pour que je m'y mette".

En revanche, plus personne ne se pose les questions fondamentales qui doivent précéder une élection gouvernementale: **qui s'engage réellement pour la Suisse?** Et comment le gouvernement peut-il renforcer le pays?

Le déclin, la décadence des partis et de toute la vie politique se manifestent le plus clairement lors des élections au Conseil fédéral. Les copinages et ententes sournoises entre le gouvernement et le Parlement sont une des raisons de la faiblesse et de l'inconstance du gouvernement national. **Il est donc urgent de faire élire le Conseil fédéral par le peuple. Un tel gouvernement dépendrait moins des intrigues parlementaires et devrait s'engager davantage pour le bien des citoyennes et des citoyens.**

2) Veut-on appauvrir les gens?

a) Razzia sur les citoyens

Une imposition modérée des citoyens par le fisc est une condition essentielle au plein emploi et à la sécurité sociale. Or, ce principe est de plus en plus oublié dans notre pays. Les impôts, taxes et redevances ne cessent d'augmenter. Le sentiment du citoyen qu'on lui enlève de plus en plus de moyens est parfaitement fondé.

Non seulement on veut porter à 8% la taxe sur la valeur ajoutée, la TVA, et augmenter les primes d'assurance-maladie, mais en plus on veut alourdir les prélèvements sur les salaires pour financer l'assurance-chômage. Mais ce n'est pas tout: le Conseil fédéral veut aussi **tripler la taxe CO₂, augmenter massivement la redevance sur le trafic lourd et adapter à la hausse les droits d'eau.**

Le prix de l'énergie ne cesse d'augmenter pour les ménages et les entreprises.

Mesdames et Messieurs, **l'Etat est devenu vorace.** Le sentiment des citoyens de se faire plumer et de voir l'économie affaiblie par cette politique est une réalité. Voilà pourquoi il faut dire systématiquement **non** aux augmentations des impôts, taxes et redevances.

La prochaine occasion à cet effet s'offre le 27 septembre 2009: dites non à l'augmentation de la TVA à 8%. Vous ferez ainsi le bien des citoyens et de la place économique suisse.

b) Prendre des milliards à l'AVS?

Il n'y a pas si longtemps, le Parlement et le gouvernement ont décidé, grâce aux pressions du peuple suisse, de verser à l'AVS un tiers des réserves d'or prétendument excédentaires de la Banque nationale. Les partis gouvernementaux, le Parlement et le Conseil fédéral en ont fait la promesse claire et nette au peuple: **sept milliards de francs doivent être versés à l'AVS et non pas à l'assurance-invalidité, une institution pourrie par les abus. Le but de cette promesse était aussi de faire comprendre la nécessité d'une réforme de l'AVS.**

Et aujourd'hui? Ces promesses n'étaient que du vent. Le Conseil fédéral et le Parlement présentent au peuple le 27 septembre 2009 **un projet d'augmentation de la TVA à 8%**, une augmentation limitée dans le temps, disent-ils. Détail qui a son importance mais qui ne saute pas aux yeux: le citoyen qui vote oui accepte aussi que cinq milliards de francs soient prélevés dans la caisse de l'AVS pour être versés à l'assurance-invalidité dont les finances sont dans un état désastreux.

Mesdames et Messieurs, le projet soumis au peuple le 27 septembre prochain est une vaste tromperie. **Il a surtout pour effet d'affaiblir l'AVS, ce qui est en soi déjà une raison suffisante pour le refuser.**

c) Augmenter les impôts en période de récession?

Un oui le 27 septembre prochain n'affaiblit pas seulement l'AVS, notre principale assurance sociale, mais aussi la place économique suisse et le pouvoir d'achat des citoyens. C'est une imprudence que de songer à une augmentation de la charge fiscale alors que nous ne connaissons pas encore les dimensions exactes de la crise financière mondiale et que nous sommes confrontés à une grave crise économique mondiale. Les auteurs de ce projet ont oublié les citoyens, oublié l'emploi. Une fois de plus le pouvoir d'achat de la population sera réduit, en l'occurrence de 1,2 milliard de francs. Les citoyennes et les citoyens, les familles, les salariés comme les indépendants seront saignés tout simplement **pour éviter aux politiciens de s'attaquer à un sujet pénible et mettre fin à des abus sociaux éclatants.**

L'AI a 13 milliards de francs de dettes! Et chaque année elle produit un déficit supplémentaire de 1,4 milliard de francs. Mais au lieu d'éliminer ce déficit, on nous demande de nouveaux impôts. La hausse d'impôt ne serait nécessaire que durant sept ans parce la dette serait alors remboursée, nous dit-on. Et on tait bien sûr qu'avec un déficit annuel de 1,4 milliard de francs la dette sera au même niveau à la fin de l'exercice qu'à son début. Cette augmentation prétendument passagère sera en réalité définitive.

Voilà donc un nouveau répugnant mensonge politique arrangé grâce à la majorité de centre-gauche, c'est-à-dire la gauche et ses suivants et, une fois de plus, avec la complicité des associations économiques et d'une presse politiquement correcte. **Prend-on vraiment les citoyens pour des imbéciles?**

L'affaire est pourtant simple: si on dit non à ce projet fiscal, l'AVS garde 5 milliards de francs et la TVA ne sera pas augmentée. Si on dit oui, le pillage des citoyens et les négligences des politiciens reprendront de plus belle.

d) Débâcle des caisses-maladie

En 1994, le Conseil fédéral et le Parlement ont proposé au peuple suisse une **nouvelle loi sur l'assurance-maladie**, la LAMal, qui impose l'assurance-maladie obligatoire à tous les citoyens. La conseillère fédérale socialiste Ruth Dreifuss, alors responsable de ce dossier, a fait la promesse suivante aux citoyens: **"Après des années d'augmentation des primes d'assurance-maladie, nous avons enfin une situation stable"** (conférence de presse du 4.12.1994). L'UDC avait déjà expliqué à l'époque pourquoi les choses ne pourraient pas se dérouler ainsi.

Opposée à ce projet, l'UDC a perdu la votation. Bien entendu, elle avait une fois de plus les organisations patronales contre elle. Il est arrivé ce qui devait arriver: les primes ont augmenté quasiment chaque année et pour l'année à venir on nous annonce même une hausse de 15%! Au lieu de s'attaquer au fond du problème, le ministre radical de la santé, Pascal Couchepin, s'est

dispersé dans des actions précipitées sans aucun effet durable. Pire, ces actions ont même aggravé la situation. **Quand comprendra-t-on enfin que la situation est sérieuse?**

Dans ce domaine également, il faut mettre en place une solution simple. Il s'agit aujourd'hui de stopper ce mouvement avec détermination: les primes d'assurance-maladie doivent être gelées en cette période de crise; l'obligation contractuelle doit être levée; les erreurs de la LAMal doivent être corrigées; le régime obligatoire doit être supprimé.

3) On ne nous prend pas seulement notre argent, mais aussi nos enfants

a) Ordonnance sur la garde des enfants

Mesdames et Messieurs,

On ne se contente plus de tirer l'argent des poches des citoyens, mais cette société de centre-gauche veut aussi **enlever les enfants aux parents**. Madame la conseillère fédérale Widmer-Schlumpf présente une ordonnance sur la garde des enfants qui permettra aux fonctionnaires d'influencer massivement la garde des enfants. **Ainsi, les tantes, parrains, marraines et amis auront besoin d'une autorisation délivrée par l'Etat s'ils gardent des enfants régulièrement ou s'ils les prennent en vacances pour quelques jours. Il semble que désormais tout ce qui n'est pas permis soit interdit. Et pour ce qui est permis, nous avons besoin d'une autorisation de l'Etat!**

Pour garder des enfants, il faudra obtenir un diplôme et suivre un perfectionnement professionnel. Des violations de ces prescriptions seront punies d'amendes allant jusqu'à 5000 francs.

Au lieu de s'occuper d'enfants abandonnés, de jeunes voyous et délinquants, l'Etat accapare les enfants normaux de parents parfaitement honnêtes et supprime dans ce domaine également la responsabilité individuelle. Il y a de quoi s'inquiéter. **Combien de temps encore les citoyens accepteront-ils ces excès de la politique?**

Mesdames et Messieurs, ne donnez pas votre voix à des politiciens qui soutiennent cette mise sous tutelle des citoyens.

Les élections 2011 seront décisives: nous saurons alors si notre pays poursuit sa route vers l'abîme ou si nous atteignons enfin un tournant. L'UDC doit gagner ces élections – sinon bonne nuit la Suisse!

b) Les parents qui assument leurs responsabilités éducatives sont pénalisés

Mais l'ordonnance sur la garde des enfants ne semble pas suffire à ces milieux. Le concept idéologique, selon lequel les parents ne doivent plus élever eux-mêmes leurs enfants, est même soutenu financièrement: il est prévu que les parents, qui confient leurs enfants à des tiers, puissent déduire

jusqu'à 12 000 francs de leur revenu, un avantage auquel les parents qui assument la garde de leurs enfants n'ont pas droit. Ainsi, ces parents renoncent non seulement à une activité lucrative pour élever eux-mêmes leurs enfants; de plus, ils sont désavantagés fiscalement.

L'idéologisation et la socialisation de la société avance à grands pas. Le doux poison du socialisme s'infiltré de plus en plus dans les partis politiques, notamment dans ledit parti de la famille, le PDC. On se dit parti de la famille et on soutient des propositions qui détruisent la famille. Il est grand temps de stopper ce développement!

Nous avons besoin d'une règle constitutionnelle garantissant que les parents qui assument leurs responsabilités et éduquent eux-mêmes leurs enfants ne soient pas désavantagés fiscalement par rapport aux parents qui confient leurs enfants à des tiers.

c) Les errements de l'école

La nouvelle politique scolaire prend la même fausse direction. Non seulement on veut contraindre les parents d'envoyer leurs enfants à l'école dès l'âge de 4 ans (on parle même de 3 ans aujourd'hui), mais **on exige, pour des raisons idéologiques également, l'enseignement intégratif.** Cela signifie que tous les enfants seront formés dans la même classe indépendamment d'éventuels handicaps ou de troubles de comportement. Les classes spéciales seront supprimées; il n'y aura plus de maître de classe, mais plus que des "enseignants spécialisés". HarmoS cimentera ces réformes et fera de l'école le jouet du club élitaire des directeurs de l'instruction publique. **Cette nouvelle politique scolaire détériore la qualité de l'enseignement.** L'obligation de mettre en place des structures d'accueil des enfants durant la journée rend de surcroît ce projet excessivement onéreux.

L'UDC a donc lancé dans plusieurs cantons un référendum contre le projet HarmoS. Le but est que moins de 18 cantons approuvent HarmoS afin que cette **réforme scolaire bureaucratique, idéologique, fondamentalement erronée et antidémocratique** ne puisse pas être imposée dans tout le pays.

Nous sommes en bonne voie vers cet objectif.

4) Affaiblissement de la place économique suisse

a) Abandon du secret protégeant les clients des banques

Durant ces 150 dernières années la Suisse a été un des pays les plus libéraux du monde. **Une constitution libérale et démocratique, reposant sur le strict respect de la neutralité, a fait de la Suisse un pays économiquement et politiquement fort.** Conscient de sa petite taille, l'Etat suisse ne s'est pas mêlé des litiges étrangers et protégeait ses citoyens

contre les excès de l'autorité. **C'est sur cette base qu'est né le secret protégeant les clients des banques. Ce principe protège le citoyen contre l'Etat ou, plus exactement, contre un Etat fouineur, contre un contrôle injustifié de sa sphère privée.** L'Etat ne doit pas avoir accès aux affaires bancaires, sauf quand il s'agit d'actions criminelles. Le citoyen a tout de même sa dignité. Cet aspect est toujours plus important à une époque où les politiques de tous les pays et les organisations internationales se font de plus en plus voraces. Récemment encore, le gouvernement et le Parlement étaient prêts à défendre le secret protégeant les clients des banques face aux attaques étrangères. En 2008 encore, le conseiller fédéral Hans Rudolf Merz avait eu le courage de lancer à haute voix au Parlement la phrase suivante aux adversaires du secret bancaire: **"Vous vous casserez les dents sur ce secret bancaire!"** L'automne dernier le ministre des finances avait dit publiquement **que le secret protégeant les clients des banques n'était pas négociable.**

Et au printemps 2009 le Conseil fédéral a laissé tomber le secret bancaire sans qu'il n'y ait eu de négociations!

Aujourd'hui, la situation se présente comme suit: **d'abord, l'administration fédérale n'a pas su répondre dans les délais utiles à une demande d'entraide administrative; ensuite, elle a remis, en violation de la loi, des dossiers de clients au fisc américain. La Confédération a donc elle-même violé le secret bancaire.** Un acte punissable selon le droit suisse.

Lorsque certains Etats menaçaient de placer la Suisse sur une liste noire ou grise si elle ne renonçait pas à son secret bancaire, le Conseil fédéral s'est effondré.

Il a suffi d'une menace avec un bout de papier gris pour que tous les grands principes soient abandonnés.

Mais il y a pire: la Suisse reconnaît des décisions de l'organisation internationale OECD alors qu'elle n'y a pas participé. Pourtant la Suisse est membre de cette organisation depuis sa fondation. L'OCDE ne peut prendre des décisions qu'à l'unanimité. Une fois de plus notre gouvernement s'écrase. Cette attitude est fatale: **un petit Etat, dont le gouvernement est trop faible pour défendre le droit national face à l'étranger, est forcément voué à disparaître.** Surtout en des périodes de crise où les Etats sont confrontés à de gros problèmes intérieurs, **demandent toujours plus d'argent, revendiquent des harmonisations fiscales pour augmenter les impôts et vont jusqu'à mener des guerres économiques. La Suisse est sur la bonne voie de perdre non seulement son secret bancaire, mais aussi le respect du monde.**

Aujourd'hui, il s'agit de résister et non pas de s'aligner.

Tant le secret protégeant les clients des banques que la double incrimination comme condition à l'entraide administrative et judiciaire doivent absolument être maintenus.

Malheureusement les prochaines élections au Conseil fédéral ne permettent pas d'espérer un renforcement de cet organe. **Il faudra provoquer un tournant aux élections de 2011 et obtenir l'élection du Conseil fédéral par le peuple.**

b) Pays sans énergie

On sait que les pays exportateurs de pétrole et les pays de transit pétrolier exploitent volontiers la dépendance d'autres Etats pour les tourmenter et les soumettre à leur volonté. Ces comportements devraient faire réfléchir la Suisse. Bien que le Conseil fédéral ait admis il y a quelques années la nécessité de construire de nouvelles centrales nucléaires, rien n'a été fait depuis. La politique énergétique est devenue le passe-temps de quelques bureaucrates. Des centaines de millions de francs sont gaspillés dans des énergies alternatives non rationnelles.

Une pénurie d'électricité aurait des conséquences extrêmement graves pour notre pays. Mais le conseiller fédéral Leuenberger préfère écrire de jolis blogs que de veiller à ce que les compagnies d'électricité assument leurs responsabilités.

Un approvisionnement énergétique sûr, avantageux, suffisant et ménageant l'environnement est indispensable à la prospérité de notre pays et à notre bien-être. L'UDC se bat pour cela. Mais pour pouvoir imposer ces idées dans l'intérêt du pays il faut absolument que notre parti se renforce aux élections de 2011.

c) Politique des transports sur la voie de garage

Pendant que l'on construit à tour de bras des chemins de fer qu'on ne pourra plus payer lorsqu'ils devront fonctionner, on néglige et on chicane systématiquement le trafic individuel. A peine le contournement de Zurich par l'ouest a-t-il été autorisé que le conseil communal rouge-vert a commencé à barricader la ville. D'un côté, la ville de Zurich reçoit des sommes énormes de la campagne et des cantons voisins, de l'autre, elle interdit son accès. Il faut donc que le canton de Zurich force l'accès à la ville! Si nécessaire, on pourrait aller jusqu'à déplacer le chef-lieu cantonal à Winterthour.

III. Confiance – malgré tout

Mesdames et Messieurs,

Je comprends les soucis de nombre de mes compatriotes. La faiblesse de la direction politique est visible pour tous. Les conditions économiques presque paradisiaques de ces dernières années ont généré de la décadence, de la faiblesse et de l'irresponsabilité aussi bien en politique que dans l'économie. Le principe

suivant vaut tant pour les entreprises économiques que pour la politique: **rien n'est plus difficile à supporter qu'une série de jours fastes.**

Il est inévitable de revenir aux bases réelles de la vie, et cela dans tous les domaines.

Je suis très confiant: aussi bien pour l'économie que pour la politique – malgré tout. **Cependant, l'amélioration de notre situation ne partira pas des élites politiques, mais de l'instance suprême de notre pays, du souverain, donc du peuple!** Et je constate que le peuple commence à comprendre.

J'ai pris le temps ces dernières semaines de simplement observer, de regarder comment se déroule la vie quotidienne, de voir évoluer les choses.

Et je suis arrivé au constat suivant: malgré tous les dysfonctionnements au niveau de la Berne fédérale, la vie quotidienne se déroule d'une manière qui inspire confiance. Confiance dans la force et la volonté à l'effort des citoyens. Je découvre d'innombrables artisans, commerçants, paysans, chefs d'entreprise, employés, travailleurs, hommes et femmes, familles honnêtes qui s'occupent de leurs enfants, jeunes qui en ont assez de la décadence de l'éducation et de la vie. Je ressens une résistance croissante contre la psychologisation de la société qui transforme le criminel en victime.

Durant cette période de vacances j'ai fréquenté des théâtres en plein air qui sont avant tout animés par des amateurs, à mille lieux donc des grandes maisons de la culture fortement subventionnées. La force et la substance de ces créations sont étonnantes. Les vains bavardages idéologiques des années nonante commencent à s'estomper. Une nouvelle vie s'éveille "en bas". Ces théâtres populaires sont largement en avance sur la politique.

Je vois aussi un nombre croissant d'enseignants qui se battent à nos côtés contre les réformes scolaires. Bien sûr, il ne s'agit pas de tous les enseignants, mais ils sont de plus en plus nombreux à partager nos idées. Enseignants et éducateurs responsables et inquiets, ils participent au combat contre la réforme idéologique et décadente qui porte le nom de HarmoS. Ce qui compte pour eux, c'est la qualité de la formation. Ils commencent donc à se débarrasser des contraintes idéologiques et à exiger à nouveau des performances et de la discipline.

Je suis aussi encouragé d'entendre **quelques voix – encore isolées, mais parfois déjà en chœur bien audible – s'élever dans l'opinion publiée pour réclamer plus d'esprit critique face au déclin des directions politiques.**

Ces mêmes journalistes, publicistes et commentateurs, qui ont des années durant enjolivé la mauvaise gestion publique, qui l'ont approuvée et même sublimée, commencent à se demander sérieusement si une route conduisant la Suisse vers l'abîme est la bonne. Ils ne peuvent plus cacher les dysfonctionnements comme ils l'ont fait longtemps. Ils hésitent certes parce qu'ils ne veulent surtout pas donner raison à l'UDC. Mais ils ne peuvent éviter de se poser des questions parce que même la télévision et la radio, institutions de gauche s'il en est, commencent à

comprendre que les gens voient et comprennent plus que ne le souhaitent les médias.

Et ça, c'est plus qu'une lueur d'espoir.

Les nombreux entretiens, réactions, lettres de lecteurs et sondages publiés dans les journaux confirment ce constat de manière impressionnante. On serait sans doute encore plus impressionné si des journaux fortement idéologisés comme le "Tages-Anzeiger" présentaient au public également le courrier des lecteurs non publié.

Notre démocratie est une autre source de confiance pour moi. Nous avons encore dans ce pays un Etat qui s'organise de bas en haut. Lorsque cela ne fonctionne plus "en haut", "ceux d'en bas" interviennent. Il en a toujours été ainsi dans les moments les plus difficiles de la Suisse. Et c'est justement ce qui est merveilleux: nous avons toujours au sein du peuple davantage de personnes intelligentes et prudentes, davantage de gens raisonnables qu'à la tête de l'Etat. Bref, ce qui est en haut devrait être en bas et ce qui est en bas devrait être en haut.

C'est en appliquant ce principe que notre pays s'est toujours sorti de situations difficiles. Notre démocratie directe permet heureusement la correction de dysfonctionnements. **Mais nous devons avoir le courage de nous y attaquer. Aux urnes et avec notre bulletin de vote.** Ne vous laissez surtout pas décourager!

La loi de la vie, toujours valable, mais souvent méconnue, vaut aussi pour la Suisse: le mauvais temps ne dure pas éternellement; le soleil finit toujours par réapparaître. Malheureusement, l'inverse est vrai aussi comme nous l'apprenons ces jours: les périodes de beau temps sont aussi suivies de pluies

Mesdames et Messieurs, les politiciens ne sont heureusement pas assez forts pour détruire la Suisse – même s'ils réussissent à nuire à l'économie, à la liberté et à la prospérité de notre pays.

Il est grand temps que les citoyennes et les citoyens reprennent les choses en main. Ne vous laissez pas leurrer.

Les politiques sont très sensibles aux résultats des élections. **Il faut que les élections 2011 renforcent une fois de plus l'UDC, sinon rien ne changera.**

Pour reprendre les paroles de Gottfried Keller: il est temps que le citoyen sorte de sa maison et veille lui-même à la bonne marche des choses. Il est tard, mais non encore trop tard. **Je suis confiant.**